

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2008)

Heft: 1792

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'Etat et les citoyens et la population en général. C'est donc dans ces domaines qu'il faudra faire preuve d'imagination et de courage pour tailler un nouveau costume institutionnel au canton, c'est-à-dire créer les conditions favorables à la prise des décisions collectives.

En octobre prochain, le peuple désignera 80 constituants

parmi 530 candidats présentés sur pas moins de dix-huit listes, parmi lesquelles de nombreux groupes d'intérêt - milieux économiques, propriétaires de villas, l'AVIVO notamment -. Le risque est grand que cette représentation hétéroclite, appuyée par une extrême gauche opposée à tout changement, nous serve un projet en forme d'addition de politiques publiques gravées

dans le marbre constitutionnel. Alors que Genève a besoin d'un texte qui clarifie les responsabilités respectives des organes de l'Etat et réorganise son territoire. De manière à ce que, sur cette base, puisse se développer des politiques efficaces, c'est-à-dire évolutives pour répondre aux besoins changeants de la région.